VERS DE NOUVEAUX INDICATEURS DE L'IMPACT SOCIAL DES CENTRES D'ART

ÉTUDE RÉALISÉE DANS LE CADRE DU PROGRAMME LA RELÈVE PAR EMMA ESPELT, NADÈGE COURANT, MAËL LUCAS, JULIETTE PASSILLY, VICTOR SABATIER ET ALICE SIBBILLE, LAURÉAT·E·S

SUR MISSION CONFIÉE PAR DCA, ASSOCIATION FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT DES CENTRES D'ART CONTEMPORAIN

OCTOBRE 2025





I - RÉCIT D'UNE ENQUÊTE ET MÉTHODOLOGIE	3
La Relève	3
Les lauréat·e·s	3
Nadège Courant	3
Emma Espelt	3
Maël Lucas	3
Juliette Passilly	4
Victor Sabatier	4
Alice Sibbille	5
La commande de DCA	5
Méthodologie spécifique de l'étude	5
II - VERS UNE ÉVALUATION ATTENTIVE AUX LIENS, AUX PARCOURS ET AUX	
TRANSFORMATIONS	7
L'évaluation des centres d'art	7
Les enjeux de "l'impact social" : vers une éthique de la relation	7
Entre plaidoyer et réflexivité : un dilemme stratégique	8
L'indicateur comme point de départ	8
III - AUTO-QUESTIONNAIRE ET PISTES D'INDICATEURS	11
1. AVEC LES ARTISTES	11
A) Programmation, partenariats artistiques	11
B) Accompagnement des artistes pendant et suite à leur présence dans les programmations, dispositifs de soutien.	12
C) Qualité des dispositifs et liberté de création	14
2. AU SEIN DES ÉQUIPES	15
A) Management et pratiques professionnelles	15
B) Relations interprofessionnelles et partenariats	17
C) Gestion des sites, des bâtiments, et pratiques accueillantes	18
3. AVEC LES PERSONNES ET LES TERRITOIRES	19
A) Droits culturels et ancrage territorial	19
B) Écoute et hospitalité	21
C) Qualité des expériences de participation et plaisir	22
D) Implication des personnes dans la vie du centre	23
Remerciements et droits de partages	25

I - RÉCIT D'UNE ENQUÊTE ET MÉTHODOLOGIE

La Relève

Ce rapport est le fruit d'un travail collectif et exploratoire mené dans le cadre du programme La Relève, dispositif du ministère de la Culture visant à former des candidat·es à la direction d'établissements culturels labellisés, dispensé par Sciences Po Exécutive Education et accompagné par l'association Les Déterminés.

Il résulte d'une sollicitation du ministère à des institutions, associations ou établissements culturels dits les « commanditaires », dans le but de faire émerger des problématiques les concernant et de permettre à des groupes de « lauréat·e·s » de les étudier et de formuler des propositions.

Les lauréat·e·s

Nadège Courant

Diplômée en 2006 d'un DNSEP (Diplôme National Supérieur d'Expression Plastique), Nadège COURANT a débuté son parcours dans le champ des arts plastiques avant de s'orienter vers la production audiovisuelle. Elle entretient toujours des liens étroits avec des artistes plasticiens en activité, ce qui nourrit son regard et sa compréhension des évolutions créatives.

Avec 18 années d'expérience en tournage et en production, elle a développé une approche analytique et structurée des projets, attentive autant aux dimensions artistiques qu'aux réalités organisationnelles et techniques. Son cheminement, entre création et production, lui permet d'aborder les projets avec une vision globale et sensible, au service de démarches exigeantes et cohérentes.

Emma Espelt

Professionnelle engagée dans le secteur culturel depuis plus de 10 ans, Emma Espelt développe un parcours nourri par les arts du spectacle vivant, les cultures dites « populaires » et les formes artistiques émergentes.

Après des expériences dans des structures défendant les arts de la marionnette en ruralité, elle s'oriente depuis 2 ans vers les musiques actuelles, notamment à la Casa Musicale à Perpignan, où elle travaille en tant que responsable des activités et de la programmation. Elle y accompagne des artistes émergent·e·s, initie des démarches artistiques participatives et développe des actions culturelles favorisant la pratique amateure pour tou·te·s et la rencontre entre les œuvres et les publics. Elle ancre ses actions dans un territoire contrasté, marqué par de fortes dynamiques communautaires, des réalités sociales complexes, une richesse interculturelle et une vitalité artistique importante.

Maël Lucas

Le parcours de Maël Lucas se déploie à l'intersection des droits humains, des politiques culturelles et des dynamiques territoriales. Co-fondateur et coordinateur du Laboratoire des

droits culturels, basé à Bordeaux, il développe depuis plusieurs années une démarche de "recherche-relation", inspirée par la Convention de Faro du Conseil de l'Europe et par les pratiques collaboratives qui placent les personnes et leurs récits au cœur de l'action culturelle. Lauréat du programme La Relève, il accompagne aujourd'hui collectivités, fondations, institutions culturelles et réseaux associatifs dans la conception de projets, de coopérations internationales et d'expérimentations territoriales cohérents avec les valeurs d'humanité des droits culturels. Son itinéraire l'a amené à croiser des contextes variés – de l'Institut français du Tchad aux villes de Parthenay, Villeurbanne ou Rouen, en passant par les réseaux de tiers-lieux ou le réseau Faro francophone qu'il a contribué à créer – tout en menant un travail de réflexion critique sur les évolutions du secteur culturel (fragilisation des politiques publiques, montée des logiques marchandes, contours de l'intérêt général). Il poursuit en parallèle une VAE dans le master Ingénierie de projets culturels et interculturels de l'Université de Bordeaux, avec un mémoire consacré aux droits culturels et à la démocratie numérique à Taïwan, qui explore les liens entre libertés fondamentales, participation citoyenne et innovations démocratiques.

Juliette Passilly

Juliette Passilly est chercheuse et entrepreneure dans les arts, la culture et le patrimoine. Elle accompagne les projets dans leur émergence et leur structuration. Formée en arts plastiques et histoire de l'art, elle s'intéresse à la mobilisation des arts, de la culture et du patrimoine pour la requalification des territoires. Animée par la volonté d'agir sur son milieu, elle est mobilisée dans le milieu associatif et culturel. Elle est notamment la présidente-fondatrice de L'AP, qui porte un projet de reconversion d'une friche industrielle en centre artistique et culturel en France, elle est actuellement chargée de développement muséal au musée du Patrimoine Arvida et coordinatrice du Comité pour la reconnaissance du patrimoine castelroussin. Elle mène en parallèle un doctorat en cotutelle dans les programmes de Doctorat en patrimoine, médiation et muséologie (3122) de l'Université du Québec à Montréal et en doctorat d'anthropologie à l'Université de CY-Paris sous les directions de Lucie. K. Morisset (UQAM), Cécile Doustaly (CY-Paris) et les co-encadrements de Véronique Dassié (CY-Paris) et Marie-Blanche Fourcade (UQAM).

Victor Sabatier

Diplômé du master Management des organisations culturelles de l'Université Paris-Dauphine - PSL, Victor Sabatier exerce depuis 2021 à la Cité de la musique - Philharmonie de Paris, d'abord comme chargé de mission auprès de la direction générale, puis comme conseiller spécial du directeur général. Il contribue à la mise en œuvre du projet d'établissement, notamment sur les questions d'élargissement des publics, d'ancrage territorial et d'évolution des pratiques institutionnelles.

Originaire de Rodez en Aveyron, il s'est d'abord formé à la musique au conservatoire avant de s'orienter vers les politiques culturelles et la gestion d'institutions. Ses expériences au sein d'organismes culturels en France et à l'étranger, dont l'ambassade de France au Liban, nourrissent sa réflexion sur les relations entre action publique, création artistique et dynamiques sociales.

Alice Sibbille

Alice Sibbille est autrice, metteuse en scène et coordinatrice de projets artistiques et culturels.

Issue d'une formation de comédienne à Caen, son parcours scénique vers la direction de projets culturels s'est nourrie de projets artistiques, de l'interprétariat à l'écriture et la mise en scène, de la co-direction d'un festival dédié à l'émergence théâtrale (Les Jeunes Poussent) en Sarthe et de 5 années d'investissement dans le quotidien d'une maison de théâtre (Théâtre de Chaoué). Elle obtient en 2019 par VAE une licence professionnelle de Protection et valorisation du patrimoine historique et culturel et en 2024 un Master 2 en Études sur le Genre dans lequel elle travaille sur la mise en oeuvre des principes d'égalité, de diversité dans les politiques culturelles, les programmations et parcours artistiques. Elle développe des créations questionnant la transmission intergénérationnelle (#Je suis Simone- 2021), les violences de genre, l'avortement ou encore les relations filles-garçons en contextes interculturels.

Son investissement associatif, tant dans le soutien à la production d'artistes (musique, théâtre et théâtre d'objets, écriture) que dans des actions culturelles et/ou éducatives (création-actions sur le consentement, l'interculturalité, les raports de genre ou création de projets situés avec des enfants réfugiés) nourrissent ses réflexions et ses capacités à coordonner des projets culturels multiples. En 2024, elle est lauréate du programme La Relève.

La commande de DCA

La commande formulée par DCA (https://dca-art.com/) – Association française de développement des centres d'art contemporain – porte sur une question déterminante pour l'avenir des centres d'art dans un contexte qui interroge les finalités et l'évaluation des structures culturelles : comment qualifier "l'utilité sociale" de leurs présences, actions et relations entretenues dans leurs territoires d'implantation?

L'étude visait à évaluer sur quelles bases observables il serait possible de proposer de nouveaux outils aux centres d'art contemporain pour rendre compte de l'impact social de leurs actions, dans une perspective de renouvellement des indicateurs d'ici 2027. Ce chantier s'inscrit dans une réflexion plus large, déjà engagée par DCA, visant à compléter la logique quantitative des évaluations tournées vers la fréquentation et la mesure chiffrée des actions entreprises. Cet effort doit permettre de mieux documenter la richesse des travaux entrepris par ces structures, la diversité de leurs partenariats et relations, et la pluralité des impacts de leurs actions sur les personnes, structures et territoires avec lesquels ils interagissent.

Méthodologie spécifique de l'étude

Pour répondre à cette demande, le groupe d'enquête a fait le choix d'une démarche qualitative, privilégiant la rencontre avec les équipes, les artistes et les personnes, usagères

ou non, afin de recueillir les éléments sensibles, parfois marqués d'une informalité riche d'enseignements mais susceptible de passer au travers d'une enquête statistique ou de questionnaires balisés. Cette orientation s'appuie sur des constats empiriques, des positionnements éthiques, comme sur les travaux du DEPS (Département des études, de la prospective et des statistiques du Ministère de la Culture) qui reconnaît régulièrement dans ses productions les limites des enquêtes quantitatives et la nécessité de compléter par des approches qualitatives. L'impact social, en tant qu'objet conceptuel, étant sujet à une pluralité d'interprétations, de sémantiques et d'approches scientifiques et politiques, il était d'autant plus important pour les auteur rices de cette étude de saisir sa définition à partir de paroles, de récits et de gestes concrets composant le quotidien des centres.

Cette enquête a aussi été l'occasion d'un travail réflexif. Les membres du groupe ont adopté une posture d'allers-et-retours entre proximité des champs interprétatifs et distance vis-à-vis de certaines réalités vécues, étant à la fois « insiders » du secteur artistique professionnel et « outsiders » du champ spécifique des arts visuels. Il était dès lors important de reconnaître que chaque discipline constitue un univers doté de ses propres codes, de ses logiques et de ses tensions. Cette pluralité de positionnements devait permettre au collectif de croiser les regards et de donner une épaisseur critique à l'étude.

L'étape de collecte de données initiale a reposé sur plusieurs méthodes :

- des entretiens semi-dirigés avec des artistes accompagnés par les centres,
- des discussions formelles avec DCA et les équipes, ainsi que des conversations informelles lors des visites de terrain,
- des observations in situ (carnets de bord, photographies, captations vidéos et sonores),
- une analyse documentaire (rapports d'activité, ressources internes transmises par DCA, recherches complémentaires).

Entre avril et mai 2025, des visites à Bétonsalon (Paris), 40mcube (Rennes) et Triangle-Astérides (Marseille) ont permis de comprendre les dynamiques propres à chaque lieu et d'interroger le champ de l'étude à travers trois axes principaux :

- 1. **Avec les artistes** : conditions de travail, rémunérations, accompagnement des parcours, visibilité des œuvres, insertion professionnelle.
- 2. **Au sein des équipes** : gouvernance, coopération, respect des droits, qualité relationnelle, transition écologique.
- 3. Avec les territoires et les personnes : ancrage local, hospitalité, reconnaissance des expressions culturelles, rôle dans le débat public.

Ces rencontres ont livré une matière vivante, relationnelle et réflexive, qui a nourri la phase d'analyse et de rédaction durant l'été 2025. C'est à partir de ces récits, expériences et observations que des pistes d'indicateurs qualitatifs ont été formulées, parallèlement à l'étude principale, et transmises à DCA ainsi qu'aux directions des trois centres visités.

II - VERS UNE ÉVALUATION ATTENTIVE AUX LIENS, AUX PARCOURS ET AUX TRANSFORMATIONS

L'évaluation des centres d'art

L'évaluation de l'activité des centres d'art contemporain est largement structurée par des indicateurs quantitatifs : nombre de visiteurs, d'expositions, d'œuvres produites, d'ateliers menés, emplois soutenus. Ces données, certes essentielles dans les rapports d'activité ou dans les bilans destinés aux partenaires financiers, attestent de l'activité soutenue et continue des centres d'art. Elles laissent toutefois à la périphérie, parfois largement, ce qui constitue d'un certain point de vue l'essentiel de leurs actions : la qualité des relations humaines permises tant par l'exploration des mondes artistiques que par les rencontres avec les équipes, la diversité des formes créatives observées, encouragées et accompagnées, les effets les plus sensibles et durables d'une implantation attentive à des parcours et des territoires complexes.

Les entretiens et les rapports étudiés révèlent une mosaïque de démarches entreprises pour travailler ces sujets et rendre visibles ou formels des efforts et des questionnements qui ont parfois été pionniers parmi les structures artistiques professionnelles françaises :

- mise en place d'un référentiel de rémunération des artistes,
- création de groupes de réflexion inter-centres sur la gouvernance, la médiation, la transition écologique,
- expérimentation autour de l'évaluation écologique avec l'association Solinnen,
- réédition critique de la plaquette sur la médiation,
- organisation d'une journée professionnelle sur les archives,
- dispositifs singuliers comme l'Assemblée des enfants ou les projets Estuaires.

Ces témoins de questionnements répétés traduisent la volonté des centres d'art de contribuer aux transformations des manières de travailler et de se relier, au sein du secteur artistique professionnel et de la société de manière générale. Ils attestent de l'attention particulière de ces structures aux logiques de soin, de coopération et de transmission, autant que de leur engagement vers la qualité de leurs programmations artistiques.

Les enjeux de "l'impact social" : vers une éthique de la relation

L'étude a conduit à élargir la définition de l'impact social, en particulier à travers l'intégration de dimensions éthiques et relationnelles diverses :

- l'écoute et la reconnaissance,
- l'hospitalité et l'appropriation du lieu,
- l'habitabilité et la qualité de l'expérience vécue,

- l'émancipation individuelle et collective,
- l'ouverture à de nouveaux récits, la contribution aux débats publics et le déplacement des regards,
- la création d'opportunités professionnelles et le développement des trajectoires,
- le temps de réflexivité et d'observation partagée,
- les dynamiques de proximité et de dialogue avec les territoires.

Ces éléments, au travers de plusieurs témoignages et constats sur les structures et leurs environnements, n'ont pas semblé accessoires, mais constitutifs du sens de l'action et de ce que l'on pourrait nommer les "résultats" des centres d'art contemporain. Ils rappellent que l'impact social ne peut être décrété de l'extérieur : sa mesure, son interprétation et les politiques qui le soutiennent devraient en conséquence être co-construites avec les personnes concernées.

Concevoir des indicateurs dans cette perspective suppose :

- de reconnaître la valeur des récits, des témoignages, de cartographier un environnement de manière "sensible" plutôt que fonctionnelle,
- d'impliquer les équipes, les artistes, les habitant·es, les partenaires dans la définition des critères d'évaluation des actions et relations des structures,
- de penser l'évaluation non comme un exercice descendant de contrôle et de prescription, mais comme un espace de dialogue et de remontée potentiellement critique, y compris pour les tutelles, dans une logique de reconnaissance des enjeux réels de terrain.

Entre plaidoyer et réflexivité : un dilemme stratégique

La question des indicateurs renvoie à un dilemme connu des acteurs culturels : faut-il évaluer pour convaincre les tutelles, ou pour comprendre et progresser collectivement ? Les deux logiques doivent pourtant pouvoir coexister :

- une logique externe, tournée vers la lisibilité et la démonstration,
- une logique interne, centrée sur la réflexivité et la transmission des apprentissages.

L'enjeu étant d'articuler ces impératifs dans une grammaire partagée, la communication peut alors devenir plus qu'un outil de valorisation : elle peut être un élément structurant de tout espace réflexif, si elle accueille la pluralité des voix, les tensions comme les réussites, et donne à voir la dimension profondément relationnelle du travail culturel.

L'indicateur comme point de départ

Dans cette perspective, l'indicateur n'est pas une finalité. C'est une invitation à nommer ce qui compte, à rendre visibles des actions souvent rendues discrètes dans les valorisations des actions menées (accompagnement, attentions singulières, relations de confiance sur la durée, multiplicité des formes d'émancipation, de curiosités déclenchées). C'est un levier stratégique autant qu'un outil sensible, qui doit permettre aux centres d'art de se positionner comme

acteurs culturels au sens large - c'est-à-dire contributeurs d'espaces d'expressions de notre humanité commune, accueillants pour les formes artistiques mais pas seulement.

L'auto-questionnaire¹ constitue le support privilégié en finalité de cette étude pour donner corps à ces indicateurs. Il permet d'éviter de produire une mesure standardisée mais de partager aux structures intéressées un outil de réflexion, un témoignage des interrogations et des pistes possibles de recherche et d'amélioration. Il doit permettre d'interroger leurs pratiques, de mieux qualifier leurs relations et de documenter leurs choix. Conçu comme un espace d'auto-évaluation, il vise aussi à encourager la mise en récit de la pluralité des expériences vécues -surtout celles les plus difficiles à valoriser habituellement-, la reconnaissance des points de tension, voire des échecs, autant que des réussites, et la formulation de pistes d'évolution, même dans l'incertitude. Son usage se veut donc moins prescriptif que génératif : il est espéré qu'il contribue à un cadre commun, adaptable aux spécificités de chaque centre.

¹ Format inspiré de l'autoquestionnaire "ESS'Perluette" conçu par Opale, Centre de Ressources ESS & Culture, et retravaillé en collaboration avec le Laboratoire des droits culturels.

AUTOQUESTIONNAIRE: LA QUALITÉ DES RELATIONS DANS LES CENTRES D'ART

OUTIL RÉALISÉ DANS LE CADRE DU PROGRAMME LA RELÈVE PAR EMMA ESPELT, NADÈGE COURANT, MAËL LUCAS, JULIETTE PASSILLY, VICTOR SABATIER ET ALICE SIBBILLE, LAURÉAT·E·S

SUR MISSION CONFIÉE PAR DCA, ASSOCIATION FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT DES CENTRES D'ART CONTEMPORAIN

OCTOBRE 2025





III - AUTO-QUESTIONNAIRE ET PISTES D'INDICATEURS

LA QUALITÉ DES RELATIONS DANS LES CENTRES D'ART

1. AVEC LES ARTISTES

A) Programmation, partenariats artistiques

L'indicateur de la diversité des trajectoires et celui de la diversité des parcours accompagnés

Les centres d'art peuvent contribuer à l'accompagnement des artistes en reconnaissant et en valorisant la pluralité des trajectoires possibles, qu'elles soient issues de parcours institutionnalisés ou de démarches moins visibles. Ils peuvent accorder une importance particulière aux apprentissages formels comme informels (qu'ils proviennent de collectifs, de compagnonnages ou de réseaux de pairs) et s'efforcer de suivre les artistes au-delà de leur passage dans la structure, afin d'observer comment les expériences, les collaborations et les soutiens initiaux se déploient dans le temps.

Cette attention portée aux trajectoires individuelles peut s'articuler avec la volonté de représenter la diversité des parcours accompagnés : diversité de formations (académiques ou autodidactes), de genres, d'origines, d'âges et de générations. L'adoption de catégories de suivi suffisamment souples doit permettre de rendre compte de la richesse et de la variété des expériences, sans enfermer les artistes dans des classifications trop rigides.

Enfin, l'ouverture à des communautés émergentes, périphériques ou marginalisées, ainsi que la valorisation des transmissions intergénérationnelles et des dialogues entre artistes de différents horizons, peut renforcer l'impact social du centre et témoigner de son rôle actif dans la construction d'un écosystème artistique plus inclusif et représentatif.

Sept questions pour lancer la réflexion :

- Disposez-vous de moyens de valoriser les apprentissages des artistes y compris lorsque ces savoirs sont issus de collectifs, de compagnonnages et de réseaux informels?
- Votre programmation veille-t-elle à représenter une diversité d'artistes en termes de genre, d'origines culturelles et de classes sociales, de manière à contribuer à une meilleure égalité dans l'accès à la visibilité artistique ?

- Évaluez-vous l'impact de vos choix de programmation sur la représentation sociale et culturelle des artistes et des publics (renouvellement des récits, mise en avant de voix minoritaires, accessibilité symbolique) ?
- Les artistes avec lesquel·les vous travaillez participent-elles·ils à l'élaboration des catégories et interprétations statistiques qui les concernent ?
- Votre structure entretient-elle des relations ou partenariats avec des artistes, des lieux ou des communautés que l'on pourrait qualifier "d'émergentes", de "périphériques" ou "marginales" par-rapport aux réseaux professionnels habituels ?
- La catégorisation des parcours des personnes accompagnées et suivies par votre structure est-elle suffisamment souple ?
- Accordez-vous une importance particulière aux opportunités de transmission et de partage d'expérience inter-générationnelle entre artistes ?

- tenter l'élaboration d'un suivi longitudinal en dressant un tableau des trajectoires professionnelles et personnelles; (outil mobilisable et complémentaire pour les indicateurs d'opportunités professionnelles et de trajectoire artistique)
- établir une cartographie, avec les personnes concernées, des collectifs et réseaux associés ou qui pourraient l'être;
- mener des entretiens réguliers "sans objectif" avec les artistes et les partenaires de la structure:
- partager les traces de ses relations et en faire l'analyse via un journal de bord...

B) Accompagnement des artistes pendant et suite à leur présence dans les programmations, dispositifs de soutien.

L'indicateur du développement de la trajectoire artistique et l'indicateur des opportunités professionnelles

L'accompagnement des artistes, pendant et après leur présence dans les programmations ou dispositifs de soutien, peut se penser dans une perspective de continuité. Il s'agit moins de mesurer des résultats immédiats que d'observer la progression des artistes dans le temps : leur professionnalisation, leur liberté de recherche, l'élargissement de leurs opportunités et la diversité de leurs formes de diffusion.

Il paraît aussi essentiel de donner une place plus grande au **récit des artistes** eux-mêmes (et aux professionnels des centres d'art) : comment se vivent les résidences, ce qu'elles apportent à leur processus, à leurs conditions de travail, et aux relations établies avec un territoire. Intégrer systématiquement ces témoignages dans les dispositifs d'évaluation et d'auto-évaluation permettrait de mieux saisir la dimension qualitative et relationnelle des résidences, encore souvent laissée dans l'ombre.

Il devrait intégrer également la perception par l'artiste de l'élargissement de sa liberté de choix sur son avenir professionnel, comme critère essentiel de son émancipation.

À ce titre, une réflexion portant sur les **Indicateurs d'opportunités professionnelles** est proposée. Ceux-ci pourraient s'appuyer sur des données recueillies par les centres d'art permettant, à postériori, de favoriser la continuité du lien professionnel engagé : nombre et diversité des collaborations, invitations, résidences, expositions ou commandes générées suite à l'accompagnement.

Un autre indicateur concerne **l'autonomisation des artistes**. Il mesurerait la capacité des centres d'art à accompagner les artistes dans la maîtrise d'outils juridiques et administratifs, de renforcer la connaissance de leurs propres droits et leur indépendance professionnelle.

Cinq questions pour lancer la réflexion :

- Les artistes accompagné·e·s trouvent-elles·ils des espaces d'écoute, de dialogue et de récits leur permettant d'exprimer librement leurs besoins, attentes ou questionnements tout au long de leur collaboration avec le centre d'art ?
- Votre structure suit-elle la progression des artistes au-delà de leur temps de résidence ou de programmation, afin d'observer l'évolution de leur trajectoire sur le long terme ?
- Prenez-vous en compte non seulement le nombre, mais aussi la qualité et la diversité des opportunités professionnelles générées pour les artistes à la suite de leurs participations à l'un ou plusieurs des dispositifs de votre centre d'art (collaborations, résidences, expositions, commandes)?
- Offrez-vous aux artistes un espace ou des outils d'auto-évaluation leur permettant d'exprimer leur sentiment de progression et la manière dont votre soutien a influé sur leur parcours ?
- Recueillez-vous les récits, témoignages ou retours d'expérience des artistes (et de leurs partenaires) pour enrichir votre évaluation de leur progression et des opportunités générées ?

Des exemples d'outils à mobiliser pour explorer cette thématique :

- Réaliser une enquête (questionnaire, appel, mail) à destination des artistes accompagné·e·s pour connaître les opportunités rencontrées et leur permettre de situer ce qui a été pour elles/eux impactant.
- mobiliser les artistes dans la cartographie des réseaux d'accompagnements (institutionnels ou non)
- animer des ateliers de retours d'expériences ou des entretiens semi-directifs à la fin des résidences pouvant aussi prendre en compte les expressions d'écoute réciproques, d'expérience acquise, de choix de création, de progression des travaux, de mise en réseau.
- créer une grille d'évaluation participative de l'autonomie créative : l'artiste note et

commente la marge de liberté dont il a disposé dans le choix des thématiques, méthodes et formes de restitution.

C) Qualité des dispositifs et liberté de création

L'indicateur de la qualité de résidence et celui de l'autonomie créative

La qualité des dispositifs d'accompagnement des artistes peut se mesurer à travers les conditions concrètes offertes pendant les résidences et programmations, autant qu'à travers les effets perçus par les artistes et les communautés impliquées. Garantir une durée suffisante des résidences, préserver l'autonomie de recherche et favoriser des espaces de réciprocité avec les pairs ou les habitant·e·s sont des leviers essentiels pour soutenir la créativité et la progression artistique.

Ces deux indicateurs se construisent autour de trois critères croisés : la durée effective des résidences (au-delà de séjours courts soumis potentiellement contraints), le degré d'ouverture thématique (absence d'orientations curatoriales trop prescriptives, permettant à l'artiste de définir sa recherche), et l'existence d'espaces de réciprocité au sein de la structure (temps de dialogue non instrumentalisés avec les équipes, les pairs, les publics). Leur combinaison permet d'évaluer non seulement la place donnée à l'expérimentation, mais aussi la qualité relationnelle et la liberté laissée à l'artiste dans son rapport à l'institution, ainsi que la liberté laissée aux centres d'art par les responsables politiques.

Pour appréhender la qualité d'une résidence, il paraît essentiel d'ajouter des critères additionnels à ceux de la mesure de sa durée ou du nombre d'œuvres produites. Des indicateurs qualitatifs peuvent se construire autour de ce que la résidence a permis comme expérience de recherche, du degré d'autonomie laissé aux artistes, mais aussi des récits qu'elle a suscité : récits d'artistes, témoignant de ce que l'immersion dans un lieu a apporté à leur travail ou à leur trajectoire, mais aussi récits des voisin·es, des habitant·es ou des partenaires locaux, qui peuvent raconter comment la présence d'un artiste a transformé des pratiques, ouvert des conversations, créé de nouvelles relations -et réciproquement. Ce sont ces traces partagées, au croisement de l'intime et du collectif, qui peuvent contribuer à reconnaître la résidence comme un espace d'échange, où l'artiste, les équipes des centres et les personnes de leur environnement s'influencent mutuellement.

Cinq questions pour lancer la réflexion :

- Offrez-vous aux artistes, dans vos résidences et dispositifs, une durée et des conditions suffisantes, selon elles eux, pour développer pleinement leur recherche et leur créativité?
- Favorisez-vous des espaces de réciprocité et d'échanges avec vos équipes, les habitants et les pairs pour enrichir l'expérience de création des artistes et l'émancipation des personnes ?

- Recueillez-vous et intégrez-vous les récits et témoignages des artistes et des habitant·e·s comme matériau d'évaluation pour mesurer l'impact et le sens de vos résidences et dispositifs ?
- De quelle manière donnez-vous aux artistes une autonomie réelle dans le choix de leurs axes de recherche et de création au sein de vos dispositifs ?
- Quels moyens mettez-vous en œuvre pour respecter les "bonnes pratiques" (rémunération, suivi administratif, mise en réseau) pour soutenir les artistes dans leur parcours?

- Comptabiliser et narrer les ateliers permettant des situations de réciprocité, les échanges avec les habitant·e·s, les professionnels,
- Animer des ateliers de retours d'expériences ou des entretiens à la fin des résidences pouvant aussi prendre en compte les expressions d'écoute réciproques, d'expérience acquise, de choix de création, de progression des travaux, de mise en réseau.
- Créer une grille d'évaluation participative de l'autonomie créative : l'artiste note et commente la marge de liberté dont il a disposé dans le choix des thématiques, méthodes et formes de restitution.
- Intégrer les récits d'expérience dans les bilans d'accompagnement
- Croiser les retours des artistes et des habitant·e·s pour ajuster les dispositifs
- Inventer des dispositifs d'évaluation co-construits avec les personnes concernées, pertinents par-rapport à leurs réalités vécues
- S'assurer du croisement des objectifs, perçus ou non, en débutant par la fin : la négociation des critères d'évaluation partagée.

2. AU SEIN DES ÉQUIPES

A) Management et pratiques professionnelles

L'indicateur de la reconnaissance des capabilités (savoir-faire de tou·tes, liberté de choix effective, récits singuliers, intégration des personnes dans la définition des indicateurs) et celui du temps d'observation et de réflexivité partagée (réflexion sur ses pratiques professionnelles, postures et fonctionnements).

L'indicateur de la reconnaissance des capabilités chercherait à **rendre visibles les relations entretenues** avec l'ensemble des personnes qui participent au fonctionnement quotidien des centres d'art, y compris celles dont les fonctions sont externalisées (agents techniques, personnels de ménage, de sécurité, de surveillance). Il s'agirait de mesurer non seulement la reconnaissance de leurs savoir-faire professionnels, mais aussi l'attention portée à leurs capabilités : leur liberté de choix effective (le pouvoir d'agir sur la relation que ces personnes entretiennent avec le centre d'art), leurs récits singuliers, leurs connaissances situées. L'indicateur pourrait ainsi intégrer la place donnée à ces personnes dans les espaces d'échanges avec les équipes, la qualité des relations informelles qui se nouent autour des œuvres et des lieux, et la possibilité de prendre en compte leurs impressions dans

l'évaluation de l'impact social de et par la structure. En ce sens, il invite aussi à associer ces salarié·es, qu'ils ou elles soient directement employés ou prestataires, à la définition des indicateurs eux-mêmes.

À cette dimension s'ajoute l'importance des **temps d'observation et de réflexivité partagée**, qui permettent aux équipes de prendre du recul sur leurs pratiques, leurs postures et leurs fonctionnements collectifs. Ces espaces d'échange et de co-analyse favorisent une compréhension plus fine des dynamiques de travail. Ils peuvent renforcer les dynamiques de co-construction et la responsabilité collective, grâce à l'attention portée aux individus et à l'ensemble de leurs pratiques professionnelles.

Sept questions pour lancer la réflexion :

- De quels moyens disposez-vous pour identifier et valoriser les compétences "cachées" ou externalisées de votre personnel technique et administratif et de vos partenaires extérieurs?
- Recueillez-vous des récits singuliers ? Vos grilles d'évaluation permettent-elles l'intégration de ces apports sensibles comme matériaux ?
- De quelle liberté de choix effective les personnes impliquées disposent-elles ?
- Proposez-vous des ateliers participatifs, des espaces et des temps spécifiques pour co-construire avec les personnes les indicateurs ?
- Associez- vous une variété d'acteur-ice·s à la construction de ces indicateurs (gouvernances, équipes, partenaires, prestataires, artistes, usager·es ou non-usager·es, habitant·es…) ?
- Des temps formalisés d'observation (in situ, pendant les résidences ou projets) sont-ils prévus ?
- Ces échanges sont-ils documentés ?

Des exemples d'outils à mobiliser pour explorer cette thématique :

- Cartographier les compétences (y compris informelles et externalisées)
- Mener des entretiens qualitatifs (artistes, techniciens, partenaires)
- Analyser les récits collectés (textes, témoignages audio/vidéo)
- Avoir des regards extérieurs sur des temps de travail (autres centres d'art, accueil/sollicitation de chercheur•euse·s,organismes extérieurs, étudiant·e·s)
- Tenir un journal d'observation (tenu par l'équipe ou les artistes)
- Avoir des séances collectives et participatives de bilan d'actions
- Comptabiliser les temps dédiés à ces temps de réflexion

B) Relations interprofessionnelles et partenariats

Indicateur de l'équilibre entre hybridation, partenariats et indépendance (bénéfices vs concessions), et indicateur de la mise en récit et du partage de la transition écologique (temps collectif, restitution, implication habitants).

Les centres d'art évoluent dans un contexte où alliances, financements et collaborations sont devenus indispensables. Or, chaque partenariat implique à la fois des opportunités (autonomie financière, ancrage territorial, diversification des publics) et des concessions (encadrement des libertés artistiques, dépendances institutionnelles ou financières). Le premier indicateur vise donc à rendre lisible la manière dont un centre articule hybridation des modèles, diversité des partenariats et degré d'indépendance dans sa programmation. Il peut aider à évaluer la capacité de la structure à maintenir un équilibre entre ouverture à des ressources hybrides, préservation de sa mission fondamentale de service public culturel, exploration de formats et de fonctionnements alternatifs ou expérimentaux.

En parallèle, la transition écologique s'impose comme un enjeu central du rôle social des centres d'art. La mise en récit et le partage de cette transition passent autant par une réflexion collective en interne que par des formes de restitution publique (expositions, conférences, ateliers, performances). L'indicateur correspondant mesure la capacité à transformer la question écologique en processus collectif, associant équipes, partenaires et habitant·e·s, dans sa pratique comme dans le récit qui en est fait. Il prend en compte le temps consacré aux discussions internes, les modalités de restitution publique et l'implication des acteurs locaux. Plus que des données chiffrées, il s'agit de reconnaître la valeur démocratique des arbitrages, renoncements et choix collectifs qui fondent la légitimité sociale des centres d'art.

Sept questions pour lancer la réflexion :

- Pouvez-vous évaluer la valeur ajoutée des partenariats de votre structure (nouvelles opportunités, élargissement des publics...) en relation avec le temps que vos équipes y consacrent, leur santé mentale et leur bien-être?
- Pouvez-vous identifier les concessions faites sur la liberté artistique, la dépendance financière, la rigidité des fonctionnements et des livrables attendus ?
- Vous attachez-vous à trouver un équilibre dans la diversité des partenariats ?
 Disposez-vous d'espaces de négociation et d'écoute avec les partenaires qui vous accompagnent, et avec ceux que vous accompagnez ?
- Des temps de réflexion collective sur les enjeux écologiques sont-ils prévus ?
- Favorisez-vous la mise en récit publique de vos actions (expositions, conférences, ateliers, performances) ?
- Associez-vous les habitant·e·s aux démarches écologiques, tant dans une démarche de sensibilisation que d'apport potentiel à vos réflexions ?
- Participez-vous à des espaces citoyens locaux engagés sur les enjeux écologiques ?

- Dresser des tableaux comparatifs (bénéfices obtenus vs concessions)
- Enquêter auprès des artistes (perception de leur liberté de création)
- Faire l'analyse de votre budget à l'aune du critère de dépendance et d'autonomie
- Cartographier les partenariats essentiels et les réseaux moins ancrés (sur votre territoire ou avec vos valeurs)
- Comptabiliser les temps consacrés à la réflexion écologique et interprofessionnelle
- Observer les restitutions publiques (nombre, formats)
- Recueillir des témoignages d'habitant es sur leur implication réelle et espérée
- Analyser la qualité des récits écologiques produits

C) Gestion des sites, des bâtiments, et pratiques accueillantes

Indicateur de l'habitabilité et de pratiques accueillantes

L'impact social des centres d'art dépend aussi de la manière dont ils prennent soin de leurs espaces, de leurs bâtiments et des conditions d'accueil offertes aux artistes, aux publics et aux habitant·e·s.

Parce que la présence des personnes et leur implication dans la vie d'un centre d'art modifie parfois l'aménagement des espaces, et leurs gestions, cet indicateur vise à rendre visible ces pratiques accueillantes : la convivialité, l'accessibilité, le confort et l'inclusivité.

La notion d'habitabilité renvoie à la capacité d'un centre à penser ses espaces comme des lieux de vie et de rencontre, au-delà ou en complémentarité avec leur fonction artistique ou administrative. Intégrer le bien-être dans l'évaluation des conditions d'accueil contribuerait également à renforcer le sentiment d'appartenance, l'engagement des personnes fréquentant les centres et le sens du travail porté par les artistes et les équipes.

Trois questions pour lancer la réflexion :

- Évaluez-vous la qualité des conditions d'accueil pour les artistes, les publics et les habitant·e·s, avec eux·elles ?
- Êtes-vous attentif-ve-s à intégrer la notion de bien-être, de dignité et de consentement dans l'évaluation ?
- Avez-vous des outils particuliers vous permettant d'observer l'accessibilité, la convivialité, le confort, l'inclusivité de vos espaces de travail et d'accueil ?

- Enquêter de manière sensible auprès des artistes/publics/habitant·e·s
- Mener des observations in situ (ambiances, usages du lieu)
- Favoriser la mise en place concrète d'une politique d'accessibilité : accueil PMR, espaces de convivialité, équipements...
- Recueillir des témoignages qualitatifs (sentiment de confort, d'appartenance)

3. AVEC LES PERSONNES ET LES TERRITOIRES

A) Droits culturels et ancrage territorial

Indicateur de la mise en relation et résonance avec les cultures locales, indicateur de la vigilance territoriale et indicateur des dynamiques de proximité.

Les centres d'art jouent un rôle clé dans la création de liens significatifs entre la programmation artistique et les territoires dans lesquels ils sont implantés. Trois indicateurs sont proposés afin de mesurer cet impact social : la mise en relation et résonance avec les cultures locales, la vigilance territoriale et la dynamique de proximité.

La mise en relation et la résonance avec les cultures locales consiste à reconnaître et valoriser les langues, mémoires, pratiques et récits propres aux communautés du territoire. Il s'agit de collaborer avec des partenaires locaux et d'intégrer ces dimensions dans les projets artistiques afin que les actions du centre d'art ne soient pas seulement présentes sur un territoire, mais qu'elles y trouvent un écho réel et durable. Cette approche contribue à renforcer le sens d'une relation réciproque et à rendre la programmation plus inclusive et représentative.

La dynamique de proximité se traduit par l'intégration active du centre d'art dans l'écosystème local. Cela inclut la collaboration avec les acteurs associatifs, éducatifs, culturels et économiques, ainsi que la mise en place de projets co-construits avec les habitant·es. L'objectif est de générer des interactions durables, de stimuler les initiatives locales et de renforcer le rôle du centre d'art comme acteur vivant du territoire, capable de produire des effets sociaux tangibles et durables.

L'articulation de ces trois indicateurs permet de mesurer de manière globale et qualitative comment un centre d'art contribue à la construction d'un tissu social plus inclusif et vivant, favorisant l'accès à la diversité des formes artistiques et le partage des ressources culturelles vers et par toutes les personnes, et consolidant le lien entre pratiques artistiques et identité territoriale.

Sept questions pour lancer la réflexion :

- Favorisez-vous l'usage des langues et pratiques locales vulnérables dans les projets, y compris lors des médiations et événements (LSF compris) ?
- Travaillez-vous avec une diversité de partenaires locaux (associations, collectifs, habitants) pour co-construire les projets?
- Valorisez-vous les récits produits par les projets comme patrimoine commun du territoire ?
- Évaluez-vous l'effet des projets sur la mixité sociale et la qualité de vie du territoire ?
- Votre structure s'implique t-elle dans des réseaux de valorisation des patrimoines locaux, des mémoires du territoire; ou bien mène-t-elle un travail mémoriel particulier vis-à-vis de son bâtiment, quartier ou secteur géographique d'implantation?
- Ouvrez-vous des espaces de programmation ou des projets collaboratifs à des partenaires locaux et habitant·e·s?
- Avez-vous des moyens de mesurer l'ancrage territorial du centre et sa participation dans l'écosystème local ?

Des exemples d'outils à mobiliser pour explorer cette thématique :

- Inventorier les langues, pratiques et mémoires mobilisées dans les projets et médiations
- Cartographier les collaborations locales et les partenaires locaux impliqué e s
- Recueillir des témoignage qualitatifs des habitant e s sur leurs perception de l'impact social, des relations culturelles, des changements perçus sur le territoire
- Créer un groupe de discussion pouvant impliquer les habitant·e·s sur leurs relations avec le centre d'art, les effets d'un projet.
- Mettre les projets et les valeurs patrimoniales des communautés et de la structure en lien avec d'autres structures et communautés via des réseaux locaux ou internationaux (Réseaux de la Convention de Faro sur le patrimoine, International Community Arts Festival, ENCATC, etc...)

B) Écoute et hospitalité

Indicateur de l'écoute et indicateur de l'hospitalité

L'impact social des centres d'art se manifeste aussi à travers la manière dont ils mettent en œuvre l'hospitalité comme une pratique culturelle, intégrée à la vie artistique et sociale du lieu.

L'hospitalité ne se limite pas à des aspects matériels ou logistiques ; elle consiste à penser l'accueil, la convivialité et l'inclusivité comme des formes de savoir-faire culturel, qui façonnent l'expérience des personnes, des artistes et des partenaires. Offrir un accueil attentif et respectueux peut ainsi devenir un geste artistique et relationnel et contribuer à la création de sens et à la qualité des interactions.

L'indicateur de l'écoute permettrait aux centres d'art de pouvoir développer des outils et de mesurer leurs impacts en termes d'accueil et d'écoute des publics comme des non-publics. Cette approche peut aider à renforcer la dimension sociale des projets artistiques, favoriser l'engagement des habitantes et contribuer à un environnement inclusif, où la diversité des participants est reconnue et valorisée. L'hospitalité peut aussi devenir un support d'animation culturelle en soi, soutenir la construction d'une communauté vécue et sincère autour du centre d'art, et mettre en résonance l'expérience artistique et la dimension humaine de l'accueil.

Ces deux indicateurs sont complémentaires dans cette démarche : ils visent à instaurer des espaces d'écoute formels et informels, valoriser les retours et suggestions des participant·es. De même, (continuer à) former les équipes à la non-discrimination et au respect des identités permet de créer un environnement où chacun·e se sent légitime, entendu·e et valorisé·e. Cette approche favorise la participation, la co-construction et le sentiment d'appartenance, tout en renforçant la pertinence des expériences vécues ensembles, dans leurs sens, dans leurs objectifs, et dans leurs résultats.

Quatre questions pour lancer la réflexion :

- Les pratiques d'accueil et d'hospitalité sont-elles conçues comme des dimensions culturelles, favorisant la convivialité, l'accessibilité et l'attention aux besoins et libertés des personnes, publics ou non, et des artistes ?
- Les espaces d'écoute formels et informels sont-ils intégrés et valorisés pour permettre aux personnes et artistes de partager leurs retours, suggestions et perceptions ?
- Les retours des participant·es sont-ils intégrés aux décisions et à l'évolution des pratiques du centre ?
- Les équipes sont-elles formées et sensibilisées aux enjeux de non-discrimination et au respect de la diversité des parcours des personnes dans le cadre de l'accueil et de la médiation ?

- Mener des enquêtes de perception et de satisfaction auprès des "publics" et artistes sur l'accueil, la convivialité et la qualité de l'écoute.
- **Mener des observations in situ** des espaces d'accueil et de convivialité pour évaluer l'ambiance et la participation.
- Comptabiliser les temps d'échanges et d'écoute (accueils publics, médiation, interactions avec l'administration).
- Mettre en place des indicateurs concrets d'accessibilité et d'attention aux besoins : accessibilité PMR, signalétique adaptée, dispositifs de soins.
- Analyser la qualité des retours recueillis lors des interactions avec les participant·es eux·elles-mêmes.

C) Qualité des expériences de participation et plaisir

Indicateur du plaisir et indicateur de la qualité de l'expérience (de participation, artistique)

L'impact social des centres d'art se manifeste également à travers le plaisir, la découverte et l'expérience émotionnelle vécus par les "publics", les participant·e·s et les partenaires. Le plaisir n'est pas seulement une dimension subjective : il reflète la capacité des projets et des œuvres contemporaines à provoquer curiosité, émerveillement et engagement sensible. Il se construit dans la durée et peut aider à la découverte, y compris face à des expériences et des œuvres complexes, perturbantes ou dérangeantes.

Ces deux indicateurs permettraient d'observer et valoriser le plaisir et la découverte, de comprendre comment les actions du centre d'art créent des moments de stimulation intellectuelle et émotionnelle, de partage et d'implication collective.

Quatre questions pour lancer la réflexion :

- Les projets et actions proposés suscitent-ils du plaisir, de la curiosité et de l'émotion chez les "publics", participant·e·s et partenaires ?
- Observez-vous la qualité de l'expérience, l'émotion et la participation active lors des visites, ateliers et autres projets, en lien avec les œuvres contemporaines ?
- Intégrez-vous des outils permettant de recueillir le ressenti sensible, le plaisir et l'expérience émotionnelle vécus lors de la rencontre avec les œuvres ?
- Lorsque les émotions sont "négatives" ou de "déplaisir" perceptif, les personnes témoignent-elles de l'apport intellectuel et de l'intérêt, en soi, de la diversité des esthétiques et des sensibilités ?

- Mener des enquêtes de satisfaction sensibles avec questions ouvertes et recueillant le ressenti sur le plaisir, la découverte et l'expérience émotionnelle face aux œuvres.
- **Mener des observations** in situ pour analyser l'engagement, l'émotion et l'interaction des "publics" avec les œuvres et les activités.
- Recueillir les témoignages qualitatifs des "publics", participant es et partenaires sur le plaisir, la découverte, le débat, la diversité esthétique et la valeur sociale partagée.

D) Implication des personnes dans la vie du centre

Indicateur de la participation active et du rôle citoyen des "publics"

Cet indicateur mesure la manière dont les centres d'art permettent aux personnes, et en particulier aux enfants et aux jeunes, de s'impliquer de façon volontaire et active dans leurs projets. Il aide à rendre compte de la qualité du consentement à participer, de la possibilité donnée aux personnes de formuler leurs propres conditions d'implication et de devenir co-auteurs de leur parcours artistique. Il inclut aussi la fonction de forum citoyen des centres d'art, c'est-à-dire leur capacité à animer des espaces de débat et de réflexion collective autour d'enjeux culturels, sociaux ou écologiques, en mobilisant artistes, habitant·e·s et partenaires. L'indicateur reflète ainsi à la fois l'appropriation individuelle et la contribution à une vie démocratique partagée et pacifique.

Quatre questions pour lancer la réflexion :

- Les publics disposent-ils de possibilités réelles d'appropriation des espaces et de contribution aux discours et choix curatoriaux ?
- Les initiatives, suggestions et productions des participant·es sont-elles reconnues et intégrées dans la programmation ou les projets ?
- La participation des personnes, en particulier des jeunes, est-elle volontaire et respectueuse de leur consentement, avec possibilité de définir leurs conditions d'implication?
- Les actions et initiatives provenant des "publics" sont-elles intégrées dans les projets de manière significative, renforçant leur rôle d'acteurs légitimes ?

Des exemples d'outils à mobiliser pour explorer cette thématique :

 Mener des observations ethnographiques, sociologiques ou relationnelles des usages des espaces pour identifier comment les personnes investissent les lieux.

- Collecter les discours et productions des participant·es (témoignages, contributions écrites, visuelles ou audio).
- Analyser la place accordée aux choix curatoriaux partagés, pour mesurer l'intégration des publics dans les décisions.
- Proposer des questionnaires auprès des participant es, en particulier les jeunes, sur leur degré de liberté ressentie, l'accueil de leurs initiatives et leurs possibilités de recours au sein des dispositifs participatifs.
- Mener des entretiens qualitatifs avec les personnes pour recueillir leurs conditions, envies, et la perception qu'ils ou elles ont de leur implication.
- Observer les initiatives intégrées aux projets, pour évaluer leur effectivité et leur impact sur le projet global.

Remerciements et droits de partage.

Ce document a été réalisé en réponse à une commande de DCA — Association française de développement des centres d'art contemporain (https://dca-art.com).

Merci à son équipe : Marie Chênel, directrice ; Maud Le Roy Olu, chargée d'administration et de communication ; Inès Degommier, assistante de communication et de coordination ; ainsi qu'à Émilie Renard, directrice de Bétonsalon - centre d'art et de recherche ; Victorine Grataloup, directrice de Triangle-Astérides ; Anne Langlois, directrice de 40mcube ; aux équipes de ces trois centres d'art contemporain et à l'ensemble des personnes rencontrées.

Merci également à Vincent Lepinay, docteur en anthropologie et sociologie à Sciences Po Paris, et tuteur au sein de ce projet, à l'équipe de Sciences Po Executive Education : Esther Rogan Marion Laporte, Florence Voirin, Ambroisine Bourbon, Daisy Calmé et Margaux Moritz.

© **2025** — Rapport réalisé par Nadège Courant, Emma Espelt, Mael Lucas, Juliette Passilly, Victor Sabatier et Alice Sibbille, dans le cadre du programme *La Relève* (Ministère de la Culture / Sciences Po Executive Education / Les Déterminés), pour l'association DCA – Association française de développement des centres d'art contemporain.

Licence Creative Commons CC BY-SA 4.0 — Attribution / Partage dans les mêmes conditions